

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara
CS 70248
13331 MARSEILLE Cedex 3

Marseille, le 27/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ORTEC Générale de Dépollution - OGD

550 Rue Berthier Parc de Pichaury
BP 348000
13799 AIX EN PROVENCE

Références : D-1598-AIX-2022

Code AIOT : 0006402012 (Référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement ORTEC Générale de Dépollution - OGD implanté LE CLOS DE SENEGUIER CD 19 13680 LANCON PROVENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC Générale de Dépollution - OGD
- LE CLOS DE SENEGUIER CD 19 13680 LANCON PROVENCE
- Code AIOT : 0006402012
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Installation de Traitement par biopile de terres polluées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification du respect des prescriptions relatives aux MTD du BREF WT (traitement de déchets);
- Niveau d'activité de l'installation;
- Respect des valeurs limites exposition.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Niveaux activité de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, Article 1.2.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	IED BREF WT	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I	/	Sans objet
2	IED BREF WT	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-II	/	Sans objet
3	IED BREF WT	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-III	/	Sans objet
4	IED BREF WT	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3-II	/	Sans objet
5	IED BREF WT	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-III	/	Sans objet
6	IED BREF WT	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-VII	/	Sans objet
8	VLE Rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, Article 4.3.8.4	/	Sans objet
9	VLE Rejets Air	Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, Article 3.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le niveau d'activité maximal (tonnage annuel réceptionné) pour les terres polluées réceptionnées a été dépassé pour l'année 2021.

Il a été demandé à l'exploitant d'apporter les éléments justifiant la raison de ce dépassement dans un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.

Ce constat est susceptible de faire l'objet de suites administratives au titre du L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IED BREF WT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I
Thème(s) : Situation administrative, MTD 1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié.
Constats : Système de Management QHSE d'OGD en place, incluant entre autres : <ul style="list-style-type: none"> • la politique QHSE de la société, • la veille réglementaire, • la formation du personnel, • les procédures internes, • la maîtrise de la documentation, • la maîtrise opérationnelle des activités, • la gestion des situations dangereuses, • les inventaires et mesures de gestion des déchets, des effluents aqueux, gazeux, odeurs, produits, bruits, ... • le suivi des non conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : IED BREF WT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-II
Thème(s) : Situation administrative, MTD 2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Techniques pour améliorer les performances environnementales globales.
Constats : L'exploitant met en place et applique une traçabilité des déchets de la réception jusqu'à la fin de traitement. Présence d'un registre des entrées et d'un registre d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : IED BREF WT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-III
Thème(s) : Situation administrative, MTD 3 (émissions atmosphériques)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux.
Constats : Les COV sont mesurés hebdomadairement au PID et contrôlés annuellement par un organisme extérieur agréé (dernier en date du 03 août 2022- VLE conformes). En sortie de biopile possibilité de bipasse pour filtration à charbon, en cas de traitement de terres chlorées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : IED BREF WT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3-II
Thème(s) : Situation administrative, MTD 5 (Procédures urgence en cas de déversement et hygiène sécurité poussière)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Opérations de manutention et transfert.
Constats : Il existe une consigne en cas d'épandage de produits sur la plateforme qui explique les actions à mener lors de tels évènements. hygiène - sécurité - poussière Documents présent à l'accueil + sensibilisation annuelle du personnel sur les thématiques poussière et incendie. Pré-accueil pour informer les intervenants extérieurs des dangers du site avant les interventions dans l'enceinte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : IED BREF WT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-III
Thème(s) : Situation administrative, MTD 10 Surveillance des odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Opérations pour vérifier si le site génère des odeurs.
Constats : Le principal endroit qui peut générer des odeurs est le biofiltre. La surveillance des rejets atmosphériques du biofiltre permet ainsi de voir si le site génère des odeurs. Conformément à son arrêté préfectoral, OGD fait réaliser annuellement un contrôle sur les rejets de COV totaux en sortie du biofiltre. Le dernier contrôle annuel date du 03 aout 2022. L'exploitant réalise également une auto-surveillance des émissions du biofiltre (COV mesurés hebdomadairement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : IED BREF WT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-VII
Thème(s) : Situation administrative, MTD 11 Surveillance consommations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Surveillance consommation : eaux energie / registre déchets entrants-sortants / recyclage eaux.
<p>Constats : L'exploitant effectue une surveillance de sa consommation en eaux (eau sanitaire) et de l'énergie utilisée (électricité, carburants).</p> <p>Il gère les stocks en matières premières utilisées sur l'installation (essentiellement les coproduits pour les opérations d'amendement dans la biopile, dont les quantités admises sont renseignées dans le registre d'exploitation du site - 485 m³ au maximum en instantané).</p> <p>La déclaration GEREP est réalisée chaque année.</p> <p>Compte tenu de la taille de l'exploitation et des activités qui sont exercées, très peu de déchets sont produits directement par le site et tous sont triés et évacués vers des organismes agréés selon les filières d'élimination.</p> <p>Les déchets et tous les produits sortants du site font l'objet d'un suivi rigoureux, avec la tenue d'un registre de sortie.</p> <p>A noter que les eaux de process et les eaux pluviales sont recyclées au maximum sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les eaux de process de la biopile sont collectées vers deux cuves de 30 m³ (une par biopile). Ces eaux sont soit recirculées, soit renvoyées vers le bassin après contrôle analytique de conformité ou éliminées en traitement vers un centre externe autorisé selon leur qualité. • Les eaux pluviales peuvent être recyclées pour les besoins de l'exploitation (humidification des terres en biopile, arrosage des stocks, nettoyage des plateformes, arrosage des espaces verts).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Niveaux activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article Article 1.2.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Tonnages terres polluées et coproduits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 70 000 tonnes de terres polluées par an et 8 500 tonnes de coproduits par an.
<p>Constats : Le tonnage en date du 29/09 est de 56 031 tonnes de terres polluées entrantes en 2022. Tonnage coproduits bilan annuel 2021 : 1227,72T Tonnage de terres polluées bilan annuel 2021 : 78 035 tonnes,</p> <p>Dépassement tonnage annuel autorisé pour les terres polluées en 2021.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit transmettre dans un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport les éléments d'appréciation afin de justifier le dépassement annuel des terres polluées pour l'année 2021.</p> <p>Il doit gérer les apports de terres polluées du dernier trimestre 2022, afin de respecter la limite annuelle de 70 000 tonnes. L'exploitant apportera dans le même délai les éléments justifiant du respect du tonnage annuel autorisé pour l'année 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : VLE eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article Article 4.3.8.4
Thème(s) : Rejet milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VLE maxi
Constats : Le 1er prélèvement sur le bassin de la plateforme de stockage du 11/03/2022 indique des paramètres de concentration pour les polluants analysés inférieurs aux VLE de rejets au milieu naturel de l'arrêté d'exploitation. Idem pour le 2ème prélèvement du 06/04/2022 pour les eaux du bassin des eaux pluviales en aval du site (juste avant rejet au milieu naturel).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : VLE Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article Article 3.2.3
Thème(s) : Rejet Atmo.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VLE maxi
Constats : ORTEC a mandaté un laboratoire pour mesurer la concentration en COV totaux émis par son biofiltre qui traite l'air vicié extrait des terres polluées avant rejet à l'air ambiant. Au niveau du site, seule une biopile sur les deux était en fonctionnement le jour de l'intervention du mercredi 3 août 2022. La concentration en COV mesurée est inférieure à la VLE prescrite dans l'AP d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet